

Département des Ardennes
Commune de BOUTANCOURT

**CARTE
COMMUNALE**

3

DOSSIER COMPLÉMENTAIRE



Vu pour être annexé à la
délibération du 29.06.2010
approuvant la carte communale

Cachet de la mairie
et signature du Maire



Approuvée le : 29.06.2010

Révisée le :



Jacques DUVAL
GÉOMÈTRE EXPERT FONCIER
URBANISTE

08000 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES
08200 SEDAN

Tél : 03 24 57 40 32
Fax : 03 24 57 64 25

Successor de M. Bernard WAYERE

Département des Ardennes

Commune de BOUTANCOURT

CARTE COMMUNALE

3 B

INFORMATION COMPLEMENTAIRE DOCUMENT ECRIT

Vu pour être annexé à la
délibération du 29.06.2010
approuvant la carte communale

Cachet de la mairie
et signature du Maire



Approuvée le : 29.06.2010

Révisée le :



Jacques DUVAL
GEOMETRE - EXPERT FONCIER
URBANISTE

08000 CHARLEVILLE-MEZIERES
08200 SEDAN

Tél.: 03 24 57 40 32
Fax: 03 24 57 64 25

Successesseur de M. Bernard WAYERE

SOMMAIRE

Dans le respect des dispositions de l'Article **R.124-6 du Code de l'Urbanisme**, le dossier de carte communale peut être complété par tout ou partie des documents mentionnés à l'article R. 121-1 du Code de l'urbanisme.

1. LISTE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Cf. plan des servitudes d'utilité publique – Pièce n°3c du dossier de carte communale)

1.
**LISTE DES SERVITUDES
D'UTILITÉ PUBLIQUE**

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Ces servitudes d'utilité publique sont créées et rendues opposables par des procédures indépendantes de la carte communale. En conséquence, leur mise à jour pourra être effectuée périodiquement.

A ce jour, **quatre servitudes d'utilité publique s'appliquent sur le territoire de BOUTANCOURT**, et sont figurées sur le plan joint au présent dossier de carte communale.

Le tableau récapitulatif ci-dessous précise en outre les services de l'Etat compétents à consulter pour toutes demandes de renseignements complémentaires. Il permet :

- de renseigner le public sur certaines limitations administratives au droit de propriété affectant l'utilisation du sol,
- d'opposer ces servitudes aux demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol.

TABLEAU RÉCAPITULATIF

CODE	DÉNOMINATION OFFICIELLE	DESCRIPTION	RÉFÉRENCE DE L'ACTE D'INSTITUTION	SERVICE DE L'ÉTAT CHARGÉ DE SON APPLICATION
AS1	Servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.	Périmètres de protection de captage de la source sise au lieu-dit "Source du Rutz d'Arny", déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral n° 1983/566 du 4 mai 1983. Cette source alimente la commune de FLIZE	Art. L.20 de la santé publique, modifié par l'Art. 7 de la loi 64-1245 du 16/12/64, décret n°61-859 du 1/08/61 modifié par décret 67-1093 du 15/12/1967 n°89-3 du 3/01/89 Circulaire du 10/12/68 des Affaires sanitaires et sociales Protection eaux minérales (Art. L.736 et suivants du code de la Santé publique)	Direction des Affaires Sanitaires et sociales (D.D.A.S.S.) 18 avenue François Mitterrand B.P. 329 08105 Charleville-Mézières Cdx <i>Tél : 03 24 59 72 00</i>

CODE	DÉNOMINATION	DESCRIPTION	RÉFÉRENCE DE L'ACTE	SERVICE DE L'ÉTAT
------	--------------	-------------	---------------------	-------------------

	OFFICIELLE		D'INSTITUTION	CHARGÉ DE SON APPLICATION
I 3	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz.	<p>Servitude d'ancrage, d'appui, de passage des canalisations sur les terrains non bâtis, non fermés ou clos de mur ou de clôtures équivalentes.</p> <p><u>Conventions de servitude amiables</u> instituant des servitudes non aedificandi d'une largeur de 3m à gauche et 7m à droite dans le sens Aubenton-Cheppy.</p> <p><u>Servitude d'occupation des sols</u> Sur le territoire communal, la convention est compatible avec des emplacements de catégories A (moins de 4 logements à l'ha) et B (moins de 40 logements à l'ha).</p> <p><u>Déclaration d'intention de commencement de travaux</u></p>	<p>Article 12 de la loi du 15 juin 1906 modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art.298) et du 14 juillet 1935, les décrets du 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1958 et n°67-885 du 6 octobre 1967.</p> <p>Art. 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946.</p> <p>Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) portant modification de l'article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946.</p> <p>Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967.</p> <p>Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964.</p> <p>Décret n° 85-119 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n°70-492 du 11 juin 1970 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946.</p> <p>Décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991.</p>	<p>GRT gaz Région Nord Est 24, quai Sainte Catherine 54042 NANCY CEEX</p> <p>ERDF-GrDF Service Ardennes 5,rue Gervaise 08104 CHARLEVILLE MÉZIÈRES Tél: 03 24 59 50 00</p>

CODE	DÉNOMINATION OFFICIELLE	DESCRIPTION	RÉFÉRENCE DE L'ACTE D'INSTITUTION	SERVICE DE L'ÉTAT CHARGÉ DE SON APPLICATION
I 4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques. Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.	Servitude d'ancrage, d'appui, de passage des canalisations électriques, d'élagage et abattage d'arbres. La commune est concernée par la servitude des réseaux moyenne tension (10-20 KV) et Haute tension (400KV)	Article 12 de la loi du 15 juin 1906 modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art.298) et du 14 juillet 1935, les décrets du 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1958 et n°67-885 du 6 octobre 1967. Art. 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946. Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) portant modification de l'article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946. Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967. Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964. Décret n° 85-119 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n°70-492 du 11 juin 1970 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946. Décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991.	<i>Pour les lignes inférieures à 50 000V :</i> ERDF-GrDF Service Ardennes 5,rue Gervaise 08104 CHARLEVILLE MÉZIÈRES Tél : 03 24 59 50 00 ----- <i>Pour les lignes supérieures à 50 000V</i>

CODE	DÉNOMINATION OFFICIELLE	DESCRIPTION	RÉFÉRENCE DE L'ACTE D'INSTITUTION	SERVICE DE L'ÉTAT CHARGÉ DE SON APPLICATION
EL7	Servitudes d'alignement.	Les plans d'alignement fixent la limite de séparation des voies publiques et des propriétés privées, portent attribution immédiate, dès leur publication, du sol des propriété non bâties à la voie publique et frappent de servitude de reculement et d'interdiction de travaux confortatifs les propriétés bâties ou closes de murs (immeubles en saillie).	Code de la voirie routière : articles L.112-1 à L.112-7, R.112-1 à R.112-3 et R.141-1. Circulaire n° 79-99 du 16 octobre 1979 (B.O.M.E.T. 79/47) relative à l'occupation du domaine public routier national (réglementation), modifiée et complétée parla circulaire du 19 juin 1980.	Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture 3, rue des Granges Moulues 08000 Charleville Mézières Tél : 03 24 57 38 62

CODE	DÉNOMINATION OFFICIELLE	DESCRIPTION	RÉFÉRENCE DE L'ACTE D'INSTITUTION	SERVICE DE L'ÉTAT CHARGÉ DE SON APPLICATION
PT3	<p>Servitudes établies sur le domaine public et du domaine privé :</p> <p>a) relatives aux conduites, câbles et lignes aériennes du réseau local et du réseau interurbain régionalisé.</p> <p>b) relatives aux câbles souterrains du réseau national.</p>	<p>Établissement, entretien et fonctionnement des lignes et des installations de télécommunication.</p> <p><u>Remarque</u> : les servitudes PT3 relatives au passage des câbles des télécommunications dans les propriétés privées sont de deux ordres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - celles ne concernant que des propriétés non bâties, ni closes de murs ou autres clôtures équivalentes dont l'établissement a été prescrit par arrêté municipal en application de l'article L.48 du nouveau code des PTT. - celles concernant n'importe quel terrain, bâti ou non bâti, clos ou non clos, qui sont établies par acte de servitudes conventionnelles soumis aux formalités d'enregistrement et de publication par le conservateur des hypothèques. <p>La présence du réseau national et régional entraîne, en propriété privée, une servitude non ædificandi de 3 m à raison de 1,50 m de part et d'autre de l'axe du câble.</p>	<p>Servitudes établies sur le Domaine Public Article L.45 à L.47 du nouveau Code des PTT</p> <p>Servitudes établies sur le Domaine Privé Article L.48 du nouveau code des PTT.</p>	<p>France TELECOM U.R.R. Champagne Ardenne SOVTEL</p> <p>12, rue Blondel BP 2088 52903 CHAUMONT CEDEX</p>